

REUNION DE CONCERTATION AU SUJET DE LA « GOUVERNANCE ET SES CONSEQUENCES DANS LES ADMINISTRATIONS, LES ENTREPRISES ET LA RESPONSABILITE DES TRAVAILLEURS »

COMMUNIQUE FINAL

Réunis en concertation ce jour 08 mai 2014 à la Bourse du travail sur initiative de la FESYNTRA-FINANCES, les travailleurs de tous les secteurs en lutte et non en lutte, les comités de grève départementaux près les Confédérations et centrales syndicales, les ouvriers, les artisans, les conducteurs de taxi moto, les diplômés sans emploi, les déflatés, les chômeurs et certaines personnalités de la société civile, ont échangé sur le thème : « **La gouvernance et ses conséquences dans les Administrations, les Entreprises et la responsabilité des travailleurs** ».

Des riches débats à partir de l'aveu même du Président de la République, YAYI Boni qui a dit : « **Les résultats des audits dans les entreprises publiques sont si alarmants que si on doit en tenir compte, tous (les directeurs généraux) iraient en prison** », les participants à la concertation sont arrivés à la conclusion que c'est la gouvernance scabreuse de YAYI Boni et de ses gouvernements successifs depuis 2006, qui tue plus le pays dans tous les secteurs de l'administration publique (Finances Publiques, Education, Justice, Travaux Publics, Plan, Affaires Etrangères, Santé, Energie); bref aucun secteur n'est épargné. Les Entreprises Publiques sont les vaches à lait (Sobemap, Port autonome, CNCB, Loterie Nationale etc. etc.). Les manifestations de cette mauvaise gouvernance se traduisent dans l'Administration Publique et les Entreprises Publiques à travers des nominations, des affectations qui ne sont du reste que des placements, sans aucun respect de la hiérarchie, de l'ancienneté, du grade, de la compétence et de la moralité. La mauvaise gouvernance du pays par YAYI Boni a des impacts non seulement sur les Administrations et les Entreprises mais également sur la gestion des communes. Ainsi, la mauvaise gestion selon les participants est assise dans les municipalités.

Face à cette situation, les participants à l'unanimité ont décidé d'organiser la résistance, l'information et l'institutionnalisation de ce cadre pour des rencontres périodiques afin de discuter de la gouvernance du pays, car il s'agit d'un combat, d'un droit des populations dans leurs communes et des travailleurs dans leurs Administrations et Unités de Production, de contrôler la gestion des biens publics, d'élire et de destituer leurs dirigeants convaincus de corruption ou de mauvaise gestion. Les syndicats doivent dépasser dans la situation actuelle, le cadre purement revendicatif dans lequel le pouvoir qui a érigé comme système de gestion l'impunité, voudrait bien les enfermer, pour s'investir dans comment le pays est géré. Les participants sont convaincus aussi aujourd'hui que chacun dans son secteur est le mieux placé que n'importe quel expert étranger ou ministre pour aider à déceler les combines, les méandres et passe-droits de mauvaise gestion. Exercer ce droit aujourd'hui est un puissant moyen indispensable pour restaurer l'enthousiasme au travail en ce que désormais, les travailleurs, les populations savent que les fruits de leur travail ne seraient plus impunément pillés par un individu ou des individus parachutés et protégés du sommet.

Les participants estiment que les béninois ont assez parlé et qu'il faille maintenant agir, car c'est évident que YAYI Boni a montré qu'il ne sait et ne peut gérer que dans la corruption et l'impunité. Alors il appartient aux travailleurs, à la jeunesse et au peuple de lutter pour instaurer un autre système qui garantira la bonne gestion des ressources publiques et du pays.

La prochaine rencontre est prévue pour le jeudi 22 mai 2014 à 16h.

COTONOU, le 08 mai 2014

Les participants